



Un **dialogue social** responsable et inclusif  
pour une cohésion sociale pérenne en Tunisie

Appel d'offre :

Vers un cadre national de gouvernance de l'économie des  
plateformes et des métiers du numérique

---

TERMES DE REFERENCES

---



## CONTEXTE GENERAL

---

Le contrat social conclu en Tunisie en 2013 souligne l'importance du dialogue social dans la gouvernance des affaires économiques et sociales du pays, et aspire à "consolider le travail décent dans ses quatre objectifs stratégiques conformément au concept de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ".

Le dialogue social étant une notion principale dans tout système des relations professionnelles, il a pour finalité de pacifier les rapports de travail, et de constituer un instrument clé de promotion de la cohésion sociale et du développement inclusif à travers des mécanismes de régulation sociale basés sur le dialogue et la concertation.

Le projet DS' « Un dialogue social responsable et inclusif pour une cohésion sociale pérenne en Tunisie» vise à appuyer les mandants tripartites dans :

- La prévention des conflits (sur le marché du travail, au niveau des revendications sociales, etc.) et le maintien de la cohésion sociale à travers un dialogue social plus efficace et inclusif favorisant la stabilité et consolidant la paix sociale et l'Etat de droit;
- L'élaboration et l'adoption d'une vision et des propositions (et dans la mesure du possible une stratégie) de relèvement socio-économique inclusif, durable et porteur de cohésion sociale.

Le projet DS' est mis en œuvre par l'OIT avec des financements du Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies et de la confédération Suisse, jusqu'à décembre 2026.

A travers le projet DS, l'OIT cherche à entre autres à :

- Renforcer les capacités organisationnelles et humaines des partenaires tripartites pour un dialogue social efficace, inclusif et porteur de cohésion sociale.
- Contribuer à la modernisation des structures de l'administration de travail et de l'inspection de travail pour une meilleure intervention en matière de soutien au dialogue social et de prévention et résolution des conflits de travail.
- Sensibiliser les partenaires tripartites sur les enjeux de la cohésion sociale, la transition juste et leur rôle dans sa promotion à travers le dialogue social favorisant la stabilité et consolidant la paix sociale et l'Etat de droit .
- Elaborer des plans opérationnels tripartites et inclusifs afin de mettre en œuvre des réformes socio-économiques et environnementales porteuses de cohésion sociale
- Consolider les mécanismes de concertation pour un dialogue social efficace, inclusif et permettant de réduire les risques de conflits sociaux , favorisant la stabilité et consolidant la paix sociale et l'Etat de droit.
- Mener des actions de communication et plaidoyer auprès de tous les acteurs et du public en général sur l'importance stratégique du dialogue social pour favoriser la cohésion sociale

En Tunisie, le projet DS est déployé en étroite collaboration avec :

- Le ministère des Affaires Sociales,
- La présidence du gouvernement,
- L'Union Générale Tunisienne du Travail
- L'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

## DESCRIPTION

---

La transformation numérique du monde du travail, marquée par l'essor de l'économie des plateformes et l'émergence rapide de nouveaux métiers liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC), pose des défis majeurs en matière de régulation du travail, de protection sociale, de développement des compétences et de dialogue social.

En Tunisie, ces mutations s'opèrent dans un cadre juridique et institutionnel encore partiellement adapté, nécessitant une réflexion structurée et concertée.

La présente étude sera conduite sous l'égide du Ministère des Affaires sociales et mise en œuvre dans le cadre « Un dialogue social responsable et inclusif pour une cohésion sociale pérenne en Tunisie » notamment la réalisation du **Produit 2.2 Les capacités techniques des partenaires tripartites et des associations de femmes et jeunes ciblées sur les thématiques prioritaires sont renforcées pour un dialogue social efficace, inclusif et porteur de cohésion sociale** ; et précisément l'**activité 2.2.2 Organiser des ateliers préparatoires à la mise en place d'un cadre législatif adapté à l'évolution du monde du travail, aux nouvelles exigences du marché de l'emploi, aux nouvelles formes de travail et l'anticipation des nouvelles compétences**

L'objectif principal de l'étude est d'appuyer le ministère des Affaires sociales et ses partenaires dans l'élaboration de cadres juridiques, politiques et opérationnels adaptés à l'économie des plateformes et aux métiers TIC émergents en Tunisie.

Le prestataire de service engagé devra :

- Réaliser une veille internationale et un benchmarking des expériences comparées
- Produire un diagnostic approfondi de la situation en Tunisie
- Élaborer des propositions concrètes de réformes juridiques et institutionnelles
- Appuyer l'organisation et l'animation de deux séminaires nationaux tripartites
- Contribuer à l'élaboration d'une feuille de route consensuelle

### Portée de la mission et tâches principales

#### Axe 1 : Veille internationale et benchmarking

Le prestataire de service devra :

- Analyser les cadres juridiques et réglementaires relatifs à l'économie des plateformes dans plusieurs pays (UE, pays africains, expériences pertinentes)
- Examiner les approches en matière de :
  - Statut des travailleurs des plateformes
  - Protection sociale
  - Dialogue social et représentation collective
  - Régulation algorithmique
  - Anticipation des compétences numériques
- Identifier les bonnes pratiques transférables au contexte tunisien

Livrable : Rapport de benchmarking international.

#### Axe 2 : Diagnostic national (état des lieux en Tunisie)

Le prestataire de service devra :

- Cartographier les plateformes opérant en Tunisie
- Identifier les profils et conditions des travailleurs concernés
- Analyser le cadre juridique existant (Code du travail, protection sociale, fiscalité, etc.)
- Identifier les lacunes et zones grises réglementaires
- Analyser l'évolution des métiers TIC émergents et les besoins en compétences
- Cartographier les acteurs institutionnels et socio-économiques

Méthodes attendues :

- Revue documentaire
- Entretiens avec acteurs clés
- Focus groups
- Exploitation des données existantes

Livrable : Rapport de diagnostic national.

### **Axe 3 : Propositions juridiques et institutionnelles**

Sur la base des analyses, Le prestataire de service proposera :

- Des scénarios de régulation de l'économie des plateformes
- Des propositions d'amendements législatifs et réglementaires
- Des mécanismes adaptés de protection sociale
- Des propositions de politiques publiques sur les compétences numériques
- Des pistes de structuration du dialogue social dans ces nouveaux secteurs

Livrable : Document de recommandations stratégiques et juridiques.

### **Axe 4 : Appui aux deux séminaires nationaux**

Le prestataire de service devra :

- Contribuer à l'élaboration des programmes des deux séminaires
- Préparer les supports de présentation (PowerPoint)
- Présenter les résultats de l'étude
- Faciliter certaines sessions de travail
- Contribuer à la rédaction des rapports des séminaires

Livrables :

- Programmes détaillés
- Présentations PPT
- Comptes rendus des séminaires
- Feuille de route consolidée

### **Profil du prestataire de service**

Le prestataire de service devra présenter une équipe d'au moins deux experts justifiant de :

- Formation supérieure en droit du travail, politiques publiques, économie, sociologie du travail ou disciplines connexes
- Expertise avérée sur :
  - Transformation du travail
  - Économie des plateformes
  - Politiques d'emploi

- Dialogue social
- Bonne connaissance du contexte tunisien
- Expérience de collaboration avec les partenaires sociaux
- Expérience avec des organisations internationales (notamment OIT) souhaitée
- Excellentes capacités d'analyse, de rédaction et de facilitation
- Maîtrise du français et de l'Arabe

## LIVRABLES ATTENDUS, QUANTITE DE TRAVAIL ET DELAIS

---

Le tableau suivant indique les livrables attendus et les délais liés :

Livrables attendus	Equivalents jours de travail	Délais proposés
• Note méthodologique validée	X J	10 mars 2026
• Rapport de benchmarking : Analyse comparative internationale	X J	01 avril 2026
• Rapport diagnostic Tunisie : État des lieux complet	X J	20 avril 2026
• Note de propositions : Réformes juridiques et politiques publiques	X J	10 mai 2026
• Programmes des séminaires : Agendas structures	X J	20 mai 2026
• Supports PowerPoint: Présentations professionnelles	X J	30 mai 2026
• Rapport final consolidé : Intégration de tous les résultats	X J	15 juin 2026
Total	X jours pleins	

## DUREE DE LA MISSION

---

La mission devrait commencer le 01/03/2026 et se terminer le 30/06/ 2026.

## Dossier de candidate

## REMUNERATION ET MODALITES DE PAIEMENT

---

Le prestataire de service sera rémunéré sur la base de X homme/jour à raison de X TND par homme/jour soit un total de ..... Le paiement des honoraires sera effectué selon les modalités suivantes :

- 30% du soit .... TND à la satisfaction du BIT après présentation des deux rapports et de la note.
- 30% du coût total, soit .... TND à la satisfaction du BIT après l'animation et la modération des deux séminaires et validation des résultats provisoires.
- 40% du cout total soit .... TND à la satisfaction du BIT après présentation et validation du rapport final de l'enquête.

## Dépôt de candidatures

---

Les prestataires de services intéressés devront soumettre leurs dossiers de candidatures par courrier électronique à l'adresse suivante : [slama@ilo.org](mailto:slama@ilo.org) en mettant en cc [eloueslati@ilo.org](mailto:eloueslati@ilo.org) au plus tard le 23 février 2026 à minuit. Tout dossier soumis après cette date ne sera pas pris en compte.

Le dossier de candidature doit contenir les éléments suivants :

- Une lettre de motivation ;
- Les CVs détaillé (**max. 3 pages**) ;
- Une note méthodologique préliminaire (2 à 3 pages maximum) ;
- Une proposition financière ;
- Un ou deux exemples de travaux similaires réalisés.